RÈGLEMENT DES RECOURS COLLECTIFS RELATIFS À L'HÉPATITE C (1986-1990)

CAUSE DE RENVOI D'UNE DÉCISION DE L'ADMINISTRATEUR DU 29 NOVEMBRE 2002

DATES DE L'AUDIENCE : **Téléconférences du 11 février et du 15 juin 2005**

RÉCLAMANTE : **NUMÉRO 1002**

POUR L'ADMINISTRATEUR : **John Callaghan**
Carol Miller

JUGE ARBITRE : **C. Michael Mitchell**

DÉCISION

1. Il s'agit d'une réclamante résidant en Ontario, réclamation numéro 1002.
2. La réclamante demande le renvoi de la décision de l'Administrateur du 29 novembre 2002 dans laquelle l'Administrateur a conclu ne pas avoir de preuve suffisante à l'appui de la réclamation à l'effet que la réclamante avait reçu du sang au cours de la période visée par les recours collectifs.
3. La réclamante déclare avoir subi une transfusion au St. Joseph's Hospital de Sarnia en octobre 1987. Aucun dossier d'hôpital n'a été fourni à l'Administrateur pour cette période, car l'hôpital a dit avoir détruit ses dossiers. Un retraçage des donneurs a été effectué par l'entremise de la Société canadienne du sang et il n'y avait aucun dossier de transfusion pour la réclamante au cours de la période pertinente. Par conséquent, l'Administrateur a refusé la réclamation parce qu'il n'avait pas de preuve de transfusion de sang entre le 1^{er} janvier 1986 et le 1^{er} juillet 1990.
4. Dans sa demande, la réclamante a indiqué que son conjoint avait été témoin de la transfusion de sang et qu'elle tentait de retracer un ancien « collègue de travail » qui aurait pu avoir été témoin de la transfusion. L'audience a été ajournée sur consentement sans établir de date pour permettre à la réclamante de poursuivre cette affaire.
5. Le 29 juillet 2003, le Conseiller juridique de l'Administrateur a écrit à la réclamante confirmant le conseil de la réclamante que le témoin potentiel avait été localisé mais qu'il ne se souvenait pas de la transfusion. En outre, la lettre confirmait une conversation subséquente au cours de laquelle la réclamante avait fait d'autres recherches au sujet de l'hôpital à Sarnia.
6. De plus, comme la réclamante avait régulièrement donné du sang, l'Administrateur a été autorisé par la réclamante à effectuer une « vérification rétrospective » afin d'établir quels dons de sang de la réclamante auraient pu avoir été transfusés ainsi que l'état des receveurs.
7. En octobre 2003, l'Administrateur a écrit à la réclamante lui indiquant que la Société canadienne du sang avait effectué la vérification rétrospective et que les dossiers indiquaient qu'elle avait donné du sang à 12 occasions entre 1983 et 1988. Un receveur ayant reçu une transfusion en 1985 et un autre ayant reçu une transfusion en 1988 se sont subséquemment avérés anti-VHC négatifs au test de détection.
8. Après plusieurs demandes de renseignements par le Conseiller juridique de l'Administrateur auprès de la réclamante en 2004, lui demandant si elle désirait poursuivre son renvoi, on a tenu une téléconférence le 11 février 2005 au cours de laquelle il a été décidé de faire parvenir une sommation à l'hôpital lui demandant de fournir les dossiers, malgré l'affirmation continue de l'hôpital à l'effet qu'il avait détruit tous les dossiers médicaux.

9. En effet, nonobstant son allégation continue à l'effet que tous les dossiers médicaux avaient été détruits, l'hôpital a fourni des dossiers médicaux conformément à la sommation. Ces dossiers avaient apparemment été préservés sur microfiche. Une note indiquait que c'était les seuls dossiers disponibles sur microfiche, et que le reste des dossiers médicaux de la réclamante avait été détruit. Comme dossier, on a présenté les antécédents de la patiente et le diagnostic relativement à son admission à l'hôpital, un dossier de l'anesthésiste, un dossier provenant de la salle de réveil et un document appelé document de la salle d'opération, qui comprend un résumé préparé par le médecin responsable de l'intervention chirurgicale. Aucun des dossiers médicaux n'indiquait de transfusion, et les dossiers de l'anesthésiste indiquaient clairement qu'aucun sang n'avait été transfusé.
10. Les dossiers médicaux ont été examinés lors d'une téléconférence tenue le 14 juin 2005. Il semble que la preuve du conjoint de la réclamante indiquerait qu'il avait été témoin d'une transfusion de sang alors que la réclamante était dans la salle commune. Il n'y a aucun dossier provenant de la salle commune, parce qu'il semble que ces dossiers avaient été détruits. La réclamante a indiqué qu'elle n'avait pas de preuve indépendante d'une transfusion, puisque son ancien collègue de travail qui lui a rendu visite à l'hôpital ne se souvenait pas spécifiquement d'une transfusion.
11. Au cours de la téléconférence, la réclamante a indiqué qu'elle ne désirait pas d'audience formelle ou ne désirait pas présenter d'argument par écrit mais était d'accord de me laisser décider à titre de juge arbitre de la cause en fonction de la preuve disponible. En prenant cette décision, la réclamante a indiqué qu'elle comprenait qu'il ne semblait pas y avoir de fondement juridique sur lequel elle pourrait s'appuyer pour satisfaire à l'exigence de fournir une preuve de transfusion au cours de la période visée par les recours collectifs pertinente, au moyen de dossiers médicaux ou autre preuve indépendante des membres de sa famille, tel que requis par la Convention de règlement relative à l'hépatite C.
12. Dans le cas présent, la décision de l'Administrateur est maintenue car il n'y a pas de fondement sur lequel on peut tirer une conclusion différente. Il n'y a simplement pas d'indication dans les dossiers médicaux (incluant ceux obtenus après la décision de l'Administrateur) à l'effet que la réclamante ait reçu une transfusion de sang. De fait, tous les dossiers médicaux tendent vers la conclusion qu'aucun sang n'a été transfusé à la réclamante. Il n'y a également aucune preuve indépendante dans le cas présent du genre décrit dans les décisions homologuées du juge arbitre numéros 96 et 150 et les décisions non homologuées du juge arbitre numéros 185 et 190, pouvant corroborer la preuve d'un membre de la famille.
13. En conséquence, la décision de l'Administrateur est maintenue.

Fait à Toronto ce 6^e jour de septembre 2005.

Signature sur l'original

C. Michael Mitchell

Juge arbitre